**Communication des entreprises**

**M. Fauvelet de Charbonnière de Bourrienne**

Sujet d’actualité

Sujet choisi : Le référendum Catalan

Promotion : H1 G2

Équipe :

* Claire Guyot
* Noah Robin
* Emre Palandoken

**SOURCES :**

-<http://www.equinoxmagazine.fr/2017/09/18/lespagne-bloque-les-cartes-bancaires-des-membres-du-gouvernement-de-catalogne/>

-<http://www.lefigaro.fr/conjoncture/2017/09/16/20002-20170916ARTFIG00018-l-espagne-empeche-la-catalogne-de-payer-ses-fonctionnaires.php>

-<http://www.equinoxmagazine.fr/2017/07/24/operation-portefeuille-nouvelle-arme-de-lespagne-contre-lindependantisme-catalam/>

-<http://www.lemonde.fr/attentat-a-barcelone/article/2017/08/18/attentats-en-catalogne-l-appel-a-l-unite-de-la-presse-espagnole_5173817_5173500.html#gS85uUFbZifxELtp.99>

-<http://www.lindependant.fr/2017/09/07/espagne-le-tribunal-constitutionnel-suspend-la-loi-autorisant-le-referendum-catalan,3048945.php>

**Introduction :**

Ce mercredi 20 septembre, la Garde Civile a effectuée 22 perquisitions et arrêtée 13 responsables catalans afin d’empêcher l’organisation d’un référendum pour l’indépendance de la Catalogne. Prévu pour le 1er octobre, les catalans voteront pour ou contre l’indépendance de la Catalogne.

Avec 7.5 millions d’habitants, la Catalogne est la deuxième communauté d’Espagne après l’Andalousie. La Catalogne représente 25% des investissements étrangers sur le sol espagnol. Elle enregistre une croissance économique de 3.5% et reste la première destination touristique du pays (25%). La Catalogne est donc une région cruciale pour l’Espagne.

Que va-t-il se passer le 1er Octobre ? Quelles seront les conséquences du référendum, s’il se tient?

**I/ Les précautions prises par l'Espagne**

Afin d’empêcher ce référendum, l’Espagne a pris de nombreuses précautions. Le chef du gouvernement central, Mariano Rajoy, a dénoncé un “acte de désobéissance” et a lancé de nombreuses opérations :

-Le tribunal constitutionnel a suspendu la loi autorisant le référendum catalan. Au lendemain de son adoption par le parlement catalan, le tribunal constitutionnel espagnol a annulé via la demande de l'Etat la loi permettant l'organisation de ce scrutin contesté par Madrid.

-L'arrestation de 14 hauts fonctionnaires de la Generalitat (organisation politique de la catalogne qui regroupe le parlement, la présidence et le conseil exécutif catalan). La Guardia Civil a lancé ce mercredi 20 Septembre, une vaste offensive à l'encontre du référendum d'auto-détermination. Des agents ont débarqués peu après l'ouverture dans de nombreuses administrations de la Generalitat à Barcelone. Ils ont procédé à 14 arrestations parmi les hauts fonctionnaires, dont le Secrétaire général du ministère de l'Economie catalan Josep Maria Jové, bras droit du vice-président.

-L'opération Portefeuille. L’Espagne a soldée une amende record (COMBIEN) pour l’ancien président Artur Mas et menace de saisir le patrimoine des ministres catalans. De plus, Madrid a bloqué des crédits qui financent le gouvernement catalan et l’empêche de payer ses fonctionnaires. Face à son refus de soumettre ses comptes à son contrôle, l’Espagne a coupé tous les transferts financiers à Barcelone.

-L’Espagne bloque les cartes bancaires du gouvernement de Catalogne.Le gouvernement catalan ne dispose pas de fonds propres. L’argent des impôts prélevés en Catalogne part directement à Madrid. Pour financer le budget de la Generalitat, c’est donc le gouvernement espagnol qui reverse un certain budget chaque mois, notamment via une ligne de crédit sous le concept de Fonds de liquidités autonomiques (FLA). Cet argent est ensuite utilisé par le gouvernement catalan pour payer les fonctionnaires, les services publics et les fournisseurs

**II/ L’indépendantisme catalan :**

Apparu au XXème siècle, l’indépendantisme catalan, revendiquant une Catalogne indépendante de l’Espagne, connaît depuis 2010 une forte croissance. Les 7.5 millions de catalans ont une tradition, une culture, une langue et un drapeau propre. Le catalan par exemple, est une langue romane d’origine latine qui a commencé à exister entre le VIIIe et le Xe siècle. Le premier drapeau catalan date de 1150 tandis que le premier drapeau espagnol date lui de 1785. Malgré avoir exercé sa pleine souveraineté pendant 700 ans au sein d’une confédération catalano-aragonaise, la Catalogne n’a jamais été un pays à part entière.

Aujourd’hui la Catalogne est une communauté autonome et une région historique d'Espagne, régie par un statut d'autonomie. Or, comme dit précédemment, la Catalogne souhaite organiser un référendum afin de donner au peuple le choix de quitter ou non le Royaume d’Espagne. En effet selon les Catalans, Madrid traite la Catalogne fiscalement comme une colonie, et n’encouragerait pas son développement économique.

Avec une croissance économique annuelle de 3.5%, un PIB supérieur à celui de l’Irlande (222 milliards €) ou encore un taux de chômage 3 points en dessous de la moyenne nationale (19%), la Catalogne est la 3ème région la plus endettée d’Espagne. Son déficit public de 3% en 2013 représente aujourd’hui un tiers de son PIB.

Selon les calculs de la Generalitat en 2011, la différence entre ce que la région verse à Madrid via les impôts et ce qu’elle reçoit de l’Etat est de l’ordre de 8,5 % du PIB catalan. Le gouvernement affiche lui un chiffre moitié moins élevé (4,3 % du PIB de la région).

Outre la question fiscale, l’indépendantisme catalan naît, surtout et à l’origine, des tensions politiques et culturelles.

Le parfait exemple en est l’année 2010 qui constitue un virage aiguisant un sentiment de « trahison » au sein de la population catalane. Cette année, la Cour constitutionnelle annule une partie du statut autonome catalan. Elle conclut que la référence à la Catalogne comme "nation" n'a "aucune valeur juridique". Elle rejette l'usage du catalan comme langue "préférentielle" dans les administrations et les médias. Des centaines de milliers manifestent donc aux cris de "Nous sommes une nation, nous décidons".

Encore une fois en 2012, la loi instaurant l’utilisation du castillan dans les écoles provoque de nouvelles tensions. Jusqu’à présent et sur demande, les élèves pouvaient recevoir un enseignement en catalan mais cette nouvelle loi oblige à enseigner en castillan. Les déclarations du ministre de l’éducation de l’époque J.I. Wert, appelant à « espagnoliser les jeunes catalans » ont provoquées avec cette loi de nouvelles et multiples manifestations.

De 2010 à nos jours, de nombreuses tentatives de référendum ont échouées car Madrid juge ce référendum comme illégal : selon la Constitution, l’Espagne est indivisible ce qui bloque tout référendum. D’ailleurs, le gouvernement considère que le pays entier devrait participer à un tel référendum.

Suite aux interventions musclées de l’Espagne, les catalans désirent plus que tout voter le 1er octobre.

-Possible coup dur pour l'économie catalane :

La Catalogne dispose de sérieux atouts pour s'affirmer en tant que puissance économique autonome.

Elle est, en effet, la plus riche région espagnole. Elle dispose d'une économie bien structurée et représente la part la plus forte du PIB espagnol (20 %).

Son taux de chômage est moindre que celui de l'Espagne grâce à son tissu industriel diversifié, mais en majorité constitué de PME de moins de 200 salariés. De plus, elle bénéficie d'infrastructures solides (aéroports, autoroutes, ports etc.) et d'un attrait touristique indéniable.

-Nouvel Etat, nouvelle monnaie :

Au lendemain de cette consultation, les instances du gouvernement régional catalan seront confrontées

à différents problèmes politico-économiques dont le principal semble être monétaire. En effet, la séparation avec l'Espagne impliquerait, de facto, la création d'un nouvel Etat et donc la sortie de la zone euro.

Cela entraînerait notamment la rupture des liens avec la Banque centrale européenne, la création d'une nouvelle monnaie, le refinancement de la très importante dette publique (75 milliards d'euros) et vraisemblablement une limitation des retraits bancaires pour éviter la fuite massive des capitaux.

-Des réactions en chaîne en Espagne :

L'Espagne en tant que nation n'aurait aucun intérêt à voir la Catalogne devenir un pays indépendant.

Outre la remise en cause de l'unité du pays, une telle séparation pourrait inciter d'autres régions comme le Pays basque, la Galice, la communauté valencienne à vouloir faire de même.

De plus, la perte d'une partie importante du PIB global risquerait d'entraîner une aggravation du déficit public, des besoins de refinancement supplémentaires, une augmentation du chômage, un tassement des perspectives globales de croissance, quelque peu améliorées récemment.

-Émiettement de l'Europe :

L'Europe pour sa part, n'est que le spectateur impuissant de la situation actuelle. Les règles de l'Union européenne veulent que seul un pays puisse adhérer à l'Union et que toute scission d'un Etat entraîne la sortie de l'Union et l'arrêt des aides et avantages qui étaient accordés au séparatiste.